État espagnol : l'adieu d'Anticapitalistas à Podemos — Question nationale et participation gouvernementale

vendredi 14 février 2020, par RABADAN Antoine (Date de rédaction antérieure : 13 février 2020).

Cela faisait quelques semaines que la rumeur circulait dans les médias, c'est aujourd'hui imminent, voire, pour l'Andalousie, déjà acté officiellement entre Teresa Rodríguez et Pablo Iglesias : les Anticapitalistes, cofondateurs du parti en 2014, le quittent pour un désaccord politique radical sur la question nationale et la participation de Podemos au gouvernement socialiste.

Sommaire

- Un conflit ouvert Podemos
- La rupture est consommée

Crédit Photo : Capture d'écran

L'ensemble de l'exécutif d'Anticapitalistas de Podemos Andalousie quittera ses fonctions en mai après une profonde discussion interne. La démarche adoptée est étonnante : ces démissions ont en effet été négociées avec la direction centrale, « pablista » [1] de Podemos. Il s'agit d'un passage de témoin en douceur qui amènera ces militants à se consacrer désormais exclusivement à Adelante Andalucía (En Avant l'Andalousie, AA), la coalition militante et électorale qu'ils ont construite en 2018 (et qu'ils ont, au grand dam des iglésistes, enregistrée depuis des mois comme parti) avec Izquierda Unida Andalousie (IU-A) et deux organisations andalousistes.

Ce cadre unitaire est vite devenu la pomme de discorde entre Podemos A et la direction centrale iglésiste : les Anticapitalistas ont très tôt adopté une orientation « nationaliste » de gauche (ce qui signifie internationaliste mais favorable à un renforcement de l'autonomie de l'Andalousie dans le cadre formulé comme d'un projet fédéraliste), andalousiste, qu'ils ont essayé de faire accepter en vain à celle-ci. En construisant AA, ils ont pris acte de l'impossibilité de déboucher, comme ils le demandaient de façon véhémente, sur une la reconnaissance comme une entité jouissant dans Podemos d'une large autonomie, non seulement politique, en particulier sur les choix des candidatures électorales, mais aussi financière, et en devenant seuls gestionnaires des listes d'adhérents.

Un conflit ouvert Podemos Andalousie et la direction centrale de Podemos

C'est contre l'avis de Podemos centre qu'AA a commencé à s'organiser comme un dépassement-élargissement des contours de Podemos A avec pour modèle les Communs catalans [2]. Les tensions ont été constantes entre les deux parties ces derniers mois avec en particulier la décision de Teresa Rodríguez et de ses camarades de concourir aux élections sous l'étiquette AA et non strictement Podemos ou Unidas Podemos.

Un autre élément fondamental du conflit est le fait qu'IU-A a pris ses distances avec la direction anticapitaliste de Podemos A, en particulier sur ce qui constitue l'autre volet des divergences entre « pablistas » et « teresistas », le refus de ces derniers de cautionner la participation de Podemos au gouvernement socialiste. Cette question est devenue le point de rupture inévitable dans Podemos mais IU-A, quant à elle, s'aligne sur le choix de IU confédéral de soutenir cette participation gouvernementale : leur dirigeant, Alberto Garzón, est même devenu ministre ! Cette divergence devrait peser sur la prochaine configuration interne de AA qui se résumera à une coalition entre les Anticapitalistas et les organisations andalousistes, dont l'une au moins, depuis le début, soutient ouvertement l'indépendantisme catalan, et qui s'étaient déjà adressés à Podemos A pour lui demander de rompre avec Madrid et de travailler à l'unité « nationaliste » de gauche.

L'offensive, mise en œuvre depuis quelques semaines par les iglésistes, pilotée directement de Madrid, pour constituer une alternative à la direction anticapitaliste de Podemos-A a accéléré ces décantations : au lieu d'entrer dans une bataille front contre front qu'ils jugent condamnée à être dévastatrice pour tout le monde, le courant emmené par Teresa Rodríguez mais aussi le maire de Cadix, Kichi, sorti indemne de la débâcle podémite des élections de l'an passé, pense qu'il vaut mieux éviter les dégâts politiques et organisationnels habituels dans ces situations de pré-scission, souvent préjudiciables pour les deux protagonistes. Y compris, dans ce cas, pour l'outil de recomposition politique qu'est AA.

La rupture est consommée

Des deux côtés dans Podemos, on affiche la volonté de conserver des relations de camaraderie, comme le confirme la déclaration vidéo à deux voix de Teresa Rodríguez et Pablo Iglesias [3] : chacun, tout en pointant les différences de fond expliquant la rupture, partage le souci que celle-ci échappe aux traumatismes qui habituellement sont de mise.

Une discussion est cependant en cours : faut-il constituer un nouveau parti au sein d'AA, proposer la transformation d'AA en parti, pour se confronter ouvertement, lors des élections à venir, au Podemos iglésisé et « gouvernementalisé » dont ils estiment qu'il ne compte aucune base consistante en Andalousie ?

La rupture andalouse prend tout son sens si l'on regarde le conflit fondamental dans laquelle les Anticapitalistas sont inévitablement entrée avec la décision de Podemos centre de faire l'alliance gouvernementale avec un PSOE qui est toujours un pilier du régime.

Par ailleurs, le PSOE Andalousie est la principale fédération, et de loin, au sein du PSOE et, malgré la défaite électorale qui lui a fait perdre, pour la première fois, le gouvernement de l'autonomie andalouse, il est une pièce maîtresse dans les jeux de pouvoir dans ce parti. Rester à la tête de Podemos Andalousie, dans ce contexte, aurait amené à une rupture inévitable par refus de nos camarades de reproduire en Andalousie ce que Iglesias a fait à Madrid : se coaliser avec le PSOE-E. Cela aurait conduit nos camarades à faire entrer Podemos-A en guerre avec Podemos centre.

Si, vu le poids politique acquis par l'anticapitalisme andalou dans Podemos mais surtout dans la société, cette rupture fait l'événement, il reste à voir comment ce qu'il va en être dans le reste du pays où Anticapitalistas constitue une minorité souvent importante comme à Madrid : il devra se confronter à l'absence d'un équivalent de AA où se réorganiser et se relancer rapidement. Là également la voie d'une sortie négociée avec Pablo Iglesias prévaudra mais l'atterrissage en termes organisationnels ne devrait pas être aussi aisé qu'en Andalousie.

Les anticapitalistes en partance, une page se tourne avec la consécration de l'institutionnalisation au plus haut niveau d'un parti qui a vite perdu ses signes d'identité rebelles et iconoclastes hérités du mouvement des IndignéEs de 2011 et que Anticapitalistas, contre vents et marées, a maintenu sans pouvoir bloquer les dérives. Sa décision de « partir » repose sur l'analyse que la crise structurelle du capitalisme ne peut être résolue par des mécanos gouvernementaux. Mais surtout sur la conviction de l'importance de maintenir le fil rouge de l'idée, anticapitaliste, du rôle essentiel des luttes pour renverser ce système et faire face à un pouvoir qui, sans elles, pourrait réussir à se survivre et même à neutraliser, à phagocyter, des courants qui ont paru le menacer…

Antoine Rabadan

P.-S.

• Créé le Jeudi 13 février 2020, mise à jour Jeudi 13 février 2020, 23:24 : https://npa2009.org/actualite/international/etat-espagnol-ladieu-podemos-danticapitalistas

---

Notes

[1] « Pablista » ou iglésistes, partisans de Pablo Iglesia, secrétaire général de Podemos au niveau de l'État espagnol ; teresistas, partisans de Teresa Rodriguez, secrétaire générale de Podemos Andalousie, membre d'Anticapitalistas, section de l'État espagnol de la IV^{e} Internationale.

[2] Issus du mouvement des IndignéEs, agrégeant des écolo-communistes et diverses personnalités à la gauche du PSOE, à la différence près que ceux-ci sont nés en extériorité de Podem avant que celui-ci ne s'y intègre. En Andalousie, en revanche, c'est Podemos A qui est le centre organisateur de cette nouvelle structure. Différence rédhibitoire pour la fraction Iglesias.

[3] voir cette vidéo dans l'article : : https://npa2009.org/actualite/international/etat-espagnol-ladieu-podemos-danticapitalistas